|  |  |
| --- | --- |
|  | **COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS** **À LA MAGISTRATURE****POLITIQUES ET PROCÉDURES** |

En 2018, les membres du Comité ont revu les politiques et procédures mises en place au cours des années et y ont apporté quelques changements. Les politiques suivantes ont été révisées :

**Plaintes/demandes en instance à la Société dus Barreau ou autres :**

(a) ***Plaintes relatives à la pratique*** – En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats ou candidates au sujet de qui des plaintes ont été faites au Barreau et qui ne sont pas encore résolues. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles plaintes; toutefois, si le Comité reçoit assez d’information indiquant que la plainte est frivole ou sans fondement, alors une telle plainte n’empêchera pas que le candidat ou la candidate soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne sera pas recommandée tant que la plainte n’aura pas été retirée.

(b) ***Demandes relatives à des erreurs et omissions*** – En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats ou candidates qui font l’objet de demandes relatives à des erreurs et omissions en instance à l’Assurance de la responsabilité civile professionnelle des avocats. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles demandes; toutefois, si le Comité reçoit assez d’information indiquant que la demande est sans fondement, une telle demande n’empêchera pas alors que la candidate ou le candidat soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne sera pas recommandée tant que la plainte n’aura pas été retirée.

1. ***Demandes ou jugements en matière civile*** – Le Comité pourrait considérer la candidature d’une personne impliquée dans une réclamation ou procédure civile si, après avoir reçu les détails de l’instance, ses membres sont d’avis que celle-ci ne justifie pas le rejet de la candidature de la personne en question.
2. ***Autres questions financières*** – Le Comité doit être avisé de tout jugement civil en instance, de tout arriéré de pension alimentaire, de toute proposition passée ou présente faite à des créanciers ou de cession de biens relative à une faillite, ainsi que de toute difficulté financière grave éprouvée.

**Casier judiciaire :**

En général, le Comité ne considère pas pour une entrevue des candidats qui ont été reconnus coupables d’une infraction criminelle pour laquelle ils n’ont pas reçu une suspension du dossier.

**REMARQUE :** **Les candidats remettent une copie électronique signée de la formule de renseignements. Ils joignent à leur première demande une copie de chacune des formules dûment signées :**

* **communication de renseignements,**
* **formule d’autorisation et de décharge, et**
* **vérification en matière de sécurité et déclaration de consentement.**

|  |  |
| --- | --- |
|  | COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS**À LA MAGISTRATURE**FORMULE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE CANDIDAT/**LA CANDIDATE À LA MAGISTRATURE**VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR |

Le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature encourage les personnes intéressées et possédant les qualités requises à présenter leur candidature à un poste de juge de la Cour de justice de l’Ontario.

La responsabilité du Comité est de recommander au Procureur général les candidats et candidates qu’il considère les mieux qualifiés parmi ceux et celles qui ont fait parvenir la formule de renseignements pour combler les vacances à la Cour de justice de l’Ontario.

Le Comité demande à toute personne intéressée par une charge judiciaire de remplir la Formule de renseignements sur le candidat/la candidate à la magistrature à la machine uniquement. Pour savoir comment soumettre votre formule de candidature dûment remplie, voir : <https://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/jaac/formulaire-de-demande/>. Les accusés de réception et autres communications seront envoyés par courriel. **Veuillez indiquer une adresse de courriel appropriée dans votre demande.**

Dans le cas des **postes de juge désignés « bilingue impératif »**, vous **devez** maîtriser le français à l’oral et à l’écrit, comme indiqué dans le formulaire de candidature. Les candidats qui se sont déclarés bilingues dans le formulaire de candidature devront passer un test de français standardisé après avoir soumis leur candidature afin d’évaluer leur niveau de compétence. Dans le cas des postes désignés « bilingue impératif », les candidats doivent faire montre d’un niveau de compétence « supérieur » dans le test afin de continuer d’avancer dans le processus. Les tests sont organisés par le Secrétaire du comité et sont donnés par un évaluateur autorisé par le gouvernement de l’Ontario. Pour en savoir plus sur la marche à suivre pour postuler à un poste bilingue au sein de la magistrature, veuillez consulter la foire aux questions à <https://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/jaac/foire-aux-questions/>.

Le Comité vous demande d’utiliser **UNIQUEMENT** l’espace fourni sur la formule pour les renseignements sur votre carrière et **DE NE PAS** y joindre une lettre d'accompagnement ou un curriculum vitae séparé qui ferait partie de la formule de demande.

Le Comité demande **qu’aucun** autre document d’appui, y compris des lettres de référence, ne soit envoyé. Veuillez fournir les noms de quatre références. Nous vous encourageons fortement à inclure le nom de deux personnes qui ont eu une expérience directe et récente de vos services communautaires et de deux personnes qui ont eu une expérience directe et récente votre travail professionnel.

La formule autorisant la **communication de renseignements** par le Barreau de l’Ontario ou par tout autre barreau, la formule **d’autorisation et de décharge** par l’Assurance de la Responsabilité Civile Professionnelle des Avocats ainsi que la formule de **vérification en matière de sécurité** jointes à la formule de renseignements sur le candidat/la candidate à la magistrature **DOIVENT** être remplies par chaque candidat ou candidate.

Tous ces renseignements sont confidentiels. Le Comité peut demander des renseignements d’autres sources. En faisant ces demandes, tous les efforts seront faits pour respecter le caractère confidentiel de l’information.

Un nombre maximum de mots est indiqué pour la réponse que vous devez donner à certaines questions de la formule. **Veuillez noter que le Comité pourrait ne pas examiner votre demande si vous dépassez le nombre de mots maximum**.

**Votre demande ne peut pas contenir plus de 16 pages** (excluant les quatre formules d'autorisation et de décharge).

Si vous voulez mentionner que vous faites partie d’un groupe traditionnellement sous-représenté, veuillez le faire.

|  |  |
| --- | --- |
|  | **COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE****CRITÈRES D’ÉVALUATION DES CANDIDATS** |

|  |
| --- |
| **Excellence professionnelle*** L’excellence professionnelle constitue le principal critère d’évaluation des candidats.
* Haut niveau de réussite professionnelle dans le ou les secteurs juridiques dans lesquels le candidat a exercé son activité. Il est souhaitable, sans être indispensable, que le postulant ait de l’expérience dans le domaine du droit qui est de la compétence de la Cour de justice de l’Ontario où il souhaite être nommé.
* Participation aux activités professionnelles qui permettent de se tenir au courant de l’évolution du droit et de l’administration de la justice.
* Engagement confirmé à poursuivre une formation continue en droit.
* Intérêt pour les volets administratifs des attributions d’un juge ou une certaine aptitude à cet égard.
* Capacité de bien écrire et de bien communiquer.
 |
| **Conscience communautaire*** Engagement à l’égard du service public.
* Conscience des problèmes sociaux à l’origine des affaires portées devant les tribunaux et intérêt pour ces questions.
* Sensibilité à l’évolution des valeurs sociales relatives aux questions criminelles et familiales.
* Intérêt pour les méthodes de règlement des différends offrant une solution de rechange aux jugements formels ainsi que pour les ressources communautaires pouvant intervenir dans le processus de règlement des affaires.
 |
| **Qualités personnelles*** Aptitude à écouter.
* Respect de la dignité essentielle des personnes, sans égard à leur situation.
* Politesse et considération pour autrui.
* Conscience morale et valeurs éthiques exemplaires.
* Capacité de prendre rapidement des décisions.
* Patience.
* Ponctualité et bonnes habitudes régulières de travail.
* Réputation d’intégrité et d’équité.
* Compassion et empathie.
* Absence de manières pompeuses et de tendances à l’autoritarisme.
 |
| **Considérations démographiques*** La magistrature de la Cour de justice de l’Ontario devrait être représentative de la population qu’elle sert. Le Comité est conscient de la question de la sous-représentation dans l’effectif judiciaire des femmes, des Autochtones, des minorités visibles et ethniques/culturelles, des membres du groupe des LGBTQ2 et des personnes handicapées.
 |

|  |  |
| --- | --- |
|  | COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE**COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS** |

Je, soussigné(e),       **(Numéro d´identification de membre**      ), ayant présenté une demande d’examen de ma candidature au Comité consultatif sur les nominations à la magistrature en vue d’une nomination à un poste de juge de la Cour de justice de l’Ontario, autorise le Barreau de l’Ontario ou tout autre barreau dont je suis membre à fournir au Comité tous les détails des plaintes ou accusations officielles et non officielles, des demandes d’indemnité ou de compensation, des exemplaires de ces plaintes, accusations ou demandes d’indemnité et le résultat de ces dernières et leur statut actuel.

Je décharge le Barreau et son personnel de toute responsabilité résultant de la communication de renseignements et de documents au Comité en vertu de cette autorisation.

Fait à      , ce       jour de       20     .

|  |
| --- |
|  |

Signature

|  |  |
| --- | --- |
|  | COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE**FORMULE D’AUTORISATION ET DE DÉCHARGE** |

En considération de l’examen et de l’évaluation de ma demande de nomination comme juge de la Cour de justice de l’Ontario, je, soussigné(e),       , de       :

1. autorise l’Assurance de la Responsabilité Civile Professionnelle des Avocats (ARCPA) à fournir au Comité consultatif sur les nominations à la magistrature, un comité consultatif sur la nomination de juges à la Cour de justice de l’Ontario, tout document, dossier ou autre renseignement ayant trait à mes conduite et activités professionnelles, à ma moralité et à mon aptitude à assumer les responsabilités incombant à un magistrat, de même qu’à remettre au Comité l’original ou la copie des documents, dossiers ou renseignements en question. J’autorise en outre la ARCPA et son personnel à répondre à toute demande écrite ou orale de renseignements que le Comité pourrait lui soumettre à mon sujet.
2. décharge la ARCPA et son personnel, le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature, ses membres et son personnel, ainsi que toute personne consultée à propos de ma candidature susmentionnée, de toute demande d’indemnisation, poursuite et responsabilité de quelque nature que ce soit découlant de la divulgation des renseignements et documents susmentionnés et/ou de l’examen et de l’évaluation de mes demande et candidature ou autrement attribuable à ces situations.
3. Si je suis membre de tout autre barreau au Canada, j’autorise par la présente l’organisme chargé de telles affaires au sein de cette organisation à fournir les renseignements précisés au paragraphe 1 et je décharge toutes les parties, notamment cette organisation et son personnel, des conséquences précisées au paragraphe 2.

Fait à      , ce       jour de       20     .

|  |
| --- |
|  |

Signature

|  |  |
| --- | --- |
|  | COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATUREVÉRIFICATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**COUR DE JUSTICE DE L’ONTARIO****DEMANDES DE NOMINATION À LA MAGISTRATURE** |

AU CANDIDAT/À LA CANDIDATE :

Veuillez lire les renseignements sur les mesures de sécurité en rapport à votre candidature à un siège de juge de la Cour de justice de l’Ontario. Après les avoir lus, veuillez signer la déclaration de consentement. **(page suivante)**

Nous avons pour politique de procéder à des vérifications de sécurité pour toutes les personnes qui présentent leur candidature à un siège de juge de la Cour de justice de l’Ontario. Les renseignements recueillis demeurent **strictement confidentiels**.

La vérification de sécurité consiste en une recherche sur le nom par le Centre d’information de la police canadienne en vue d’obtenir des renseignements sur les condamnations criminelles.

**FORMULE DE DIVULGATION**

Si vous avez été reconnu(e) coupable d’une infraction criminelle, veuillez la décrire dans l’espace ci-dessous. Si vous avez fourni des renseignements de cette nature, veuillez communiquer avec le ou la Secrétaire du comité, à JAAC@ontario.ca, qui vous indiquera comment soumettre votre formule.

Détails :

J’ai lu les renseignements ci-dessus et je comprends la demande de divulgation. À ma connaissance, les renseignements sont exacts.

**Veuillez noter que vous devez signer cette formule même si vous n'avez rien à divulguer.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |   |

Signature du candidat ou de la candidate Date

**DÉCLARATION DE CONSENTEMENT**

**A.** En vertu du paragraphe 39(1) de la **Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée**, j’autorise par la présente une vérification de sécurité par l’intermédiaire du Centre d’information de la police canadienne.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |   |

Signature du candidat ou de la candidate Date

 \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**REFUS DE CONSENTEMENT**

**B.** Je refuse d’autoriser une vérification de sécurité.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |   |

Signature du candidat ou de la candidate Date

 \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**C.** Veuillez donner les renseignements suivants :

Nom en entier :       (Nom de famille)

      (Prénom(s))

Noms de famille précédents/

Noms de fille (le cas échéant) :

Date de naissance :       (JJ/MM/AA)

Adresse actuelle :       (Nom de rue et numéro)

      (Ville, Province, Code Postal)

|  |  |
| --- | --- |
|  | **COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE****FORMULE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE CANDIDAT/****LA CANDIDATE À LA MAGISTRATURE**VEUILLEZ TAPER À LA MACHINE |

**1. Renseignements personnels :**

Nom :

Adresse (résidence) :

No de cellulaire – Personnel et indicatif régional : (     )

Adresse (bureau) :

No de téléphone et indicatif régional : (     )

Autre numéro de téléphone (p. ex., No de cellulaire–Travail) et indicatif régional : (     )

Adresse électronique :

 Inscrivez **l’adresse ou les adresses** du ou des palais de justice ou tribunal (tribunaux) où vous plaidez régulièrement :

Instances :

Tribunaux :

Date de naissance :       (Facultatif)

Reçu(e) au barreau le :       Dans la province de :

No de membre du Barreau de l’Ontario (ou d’un autre barreau) :

Sans autre formation, pourriez-vous mener des instances en français? [ ]  Oui [ ]  Non

Sans autre formation, avez-vous les capacités requises pour rédiger

un jugement en français? [ ]  Oui [ ]  Non

Avez-vous déjà passé des tests de français dans le cadre d’un processus

de candidature du CCNM? [ ]  Oui [ ]  Non

 Si « oui », indiquez toutes les années où vous avez fait un test:

***Si vous avez passé le test au cours des cinq dernières années, que ce soit à la demande du CCNM ou de votre propre chef, vous devez soumettre une copie du rapport de l’évaluateur avec votre candidature.***

 [ ]  J’ai passé un test organisé par le CCNM, mais je n’ai pas encore reçu les résultats.

Parlez-vous couramment des langues autres que l’anglais et le français? [ ]  Oui [ ]  Non

Si oui, nommez-les :

Domaine de spécialité :

Domaine d’affectation préféré : [ ]  Droit criminel [ ]  Droit de la famille [ ]  Les deux

**2. Auto-identification en matière de diversité (Facultatif) :**

Le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature est mandaté par la *Loi sur les tribunaux judiciaires* pour collecter les données sur la diversité et rendre compte des statistiques. Cette collecte s’inscrit dans une démarche de reconnaissance de la diversité de la société ontarienne et du désir de la refléter dans les nominations à la magistrature. Les données collectées figureront dans les rapports annuels du Comité.

Votre participation à la collecte de statistiques sur la diversité est volontaire. Nous accordons comme vous une grande valeur à la confidentialité des renseignements que vous fournissez et des mesures sont prises pour protéger votre vie privée. Nous maintenons des systèmes et des processus sécurisés pour la conservation, le stockage et l’élimination des renseignements personnels que vous fournissez dans le formulaire de candidature. Si vous souhaitez obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez nous contacter à l’adresse suivante : JAAC@ontario.ca.

Choisir un élément.

**Sexe :** *Le statut biologique d’une personne en tant qu’homme, femme ou intersexué basé sur ses caractéristiques sexuelles primaires attribué à la naissance.*

Choisir un élément.

**L’identité de genre :** *L’identité de genre est l’expérience intérieure et personnelle que chaque personne a de son genre. Il s’agit du sentiment d’être une femme, un homme, les deux, ni l’un ni l’autre, ou d’être à un autre point dans le continuum des genres. L’identité de genre d’une personne peut correspondre ou non au genre généralement associé au sexe qui lui a été assigné à la naissance. L’identité de genre est fondamentalement différente de l’orientation sexuelle de la personne.*

Choisir un élément.

**Francophone :** *Dont la langue maternelle est le français OU dont la langue maternelle n’est ni le français ni l’anglais, mais qui possède une connaissance particulière du français en tant que langue officielle et utilise le français à la maison.*

Choisir un élément.

**Situation de handicap : *Considérez-vous être en situation de handicap?***

*Une situation de handicap comprend toute incapacité physique, mentale, auditive ou visuelle, tout trouble d’apprentissage ou de dépendance aux substances, toute sensibilité à des facteurs environnementaux, ainsi que d’autres conditions qui limitent les activités de la vie quotidienne.*

Choisir un élément.

**Identité autochtone :** *L’identité autochtone englobe l’affiliation à un peuple des Premières Nations, à la Nation métisse et aux Inuits.*

Choisir un élément.

Choisir un élément.

**L’origine ethnique :** *L’origine ethnique s’entend des origines ethniques ou culturelles d’une personne. Les groupes ethniques ont une identité, un patrimoine, une ascendance ou des antécédents communs, souvent avec des caractéristiques culturelles, linguistiques ou religieuses identifiables.* ***Les personnes qui se déclarent d’origine ethnique mixte peuvent choisir plus d’une catégorie.***

Choisir un élément.

Choisir un élément.

**Race :** *La race est une construction sociale identitaire fondée sur des facteurs géographiques, historiques, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que sur des traits physiques. La race n'est pas intrinsèque aux êtres humains, mais plutôt une identité créée pour établir un sens dans un contexte social/économique.* ***Les personnes qui s’identifient comme métisses peuvent choisir plus d’une catégorie.***

Choisir un élément.

**2ELGBTQI+ :** *Cet acronyme représente les personnes aux deux esprits (et bispirituelles), lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers et intersexuées ainsi que les personnes faisant partie des communautés de la diversité sexuelle et de genre qui utilisent une autre terminologie. L’élément « 2E », au début de l’acronyme, désigne les personas aux deux esprits (et bispirituelles) en tant que premiers groupes des communautés 2ELGBTQI+. Le « I » désigne les personnes intersexuées, chez qui les caractéristiques sexuelles se situent au-delà de l’orientation sexuelle, de l’identité de genre et de l’expression de genre. Le « + » désigne les personnes faisant partie des communautés de la diversité sexuelle et de genre qui utilisent une autre terminologie.*

En ce qui concerne l’autoidentifications en matière de diversité, veuillez fournir toute information pertinente supplémentaire que vous êtes à l’aise de révéler. **(*jusqu’à 50 mots*)**

**3. Autorisation et engagement :**

Je soussigné(e),      , autorise par la présente le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature en Ontario à mener, auprès de n’importe quelle source, des enquêtes discrètes quant à mes qualifications et compétences pour une nomination à la magistrature, à l’étape indiquée des délibérations du Comité.

Conformément à l’alinéa 2 du paragraphe 42(2) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, je m’engage à suivre les cours pour les juges nouvellement nomos, désignés par le juge en chef de la Cour de justice de l’Ontario en vertu du paragraphe 51.10.1(3) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, si je suis nommé juge à la Cour de justice de l’Ontario.

## [ ]  [à remplir, s’il y a lieu] Je joins une copie du rapport de l’évaluateur pour un test de français que j’ai organisé moi-même. Je,      , autorise le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature de l’Ontario à confirmer la validité du test auprès de l’évaluateur.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |   |

Signature Date

**4. Formation :**

(a) École secondaire - nom et lieu des écoles fréquentées :

 Activités parascolaires :

 Bourses/prix :

(b) Université autre que l’école de droit :

 (i) Nom et lieu :

 De/à :

 Diplôme :

 Spécialisation(s) :

 Activités parascolaires :

 Bourses/prix :

 (ii) Nom et lieu :

 De/à :

 Diplôme :

 Spécialisation(s) :

 Activités parascolaires :

 Bourses/prix :

(c) École de droit :

 Nom et lieu :

 De/à :

Domaine(s) d’intérêt particulier(s) :

Activités parascolaires :

Bourses/prix :

(d) Études de droit de troisième cycle :

 Nom et lieu de l’établissement :

De/à :

Licence :

Sujet de l’étude :

**4.** (e) Formation permanente après avoir été reçu(e) au barreau :

(i) Mentionnez les cours, les séminaires ou les exposés que vous avez donnés à des membres de votre profession.

(ii) Énumérez les cours que vous avez suivis dans votre domaine de spécialisation ainsi qu’en droit criminel ou en droit de la famille au cours des cinq dernière années.

**5. Expérience professionnelle :**

Donnez, par ordre chronologique, du plus récent au plus ancien, un bref résumé de chaque poste que vous avez occupé en commençant par vos emplois avant votre carrière en droit.

(a) Expérience avant votre carrière en droit et non juridique :

 **Indiquez les années pendant lesquelles vous avez occupé chaque poste, du plus récent au plus ancien, et décrivez brièvement la nature générale du travail que vous avez fait et l’expérience que vous avez acquise.**

(b) Expérience dans votre carrière en droit :

 **Indiquez les années pendant lesquelles vous avez occupé chaque poste, du plus récent au plus ancien, et décrivez brièvement la nature générale du travail que vous avez fait et l’expérience que vous avez acquise.**

**6. Activités civiques et communautaires :**

Veuillez décrire vos activités NON JURIDIQUES qui, selon vous, montrent que vous possédez les qualités requises pour occuper un poste au sein de la magistrature. Décrivez brièvement la nature et indiquez les dates approximatives entre lesquelles vous étiez actif (active), de la plus récente à la plus ancienne.

**7. Adhésion et/ou participation à des associations professionnelles :**

(a) Veuillez indiquer les associations professionnelles (y compris celles qui sont associées à la profession juridique) desquelles vous êtes ou vous avez été un membre cotisant, ainsi que les dates d’une telle adhésion.

(b) Veuillez décrire brièvement votre participation, antérieure ou actuelle, à toute association professionnelle qui va au‑delà (ou qui allait au‑delà) d’être simplement un membre cotisant. Veuillez indiquer les dates pertinentes de cette participation.

**8. Publications :**

(a) Vous pouvez inclure des publications dans un domaine autre que le droit.

(b) Si vous avez un site Web ou êtes présent d’une autre façon dans Internet, décrivez brièvement les sites en question et fournissez des liens.

(c) Veuillez dresser une liste de vos récentes décisions publiées, accompagnées chacune d’une description d’une phrase, rendues au cours des cinq dernières années (en commençant par la plus récente).

**9. Circonstances particulières :**

(a) Veuillez indiquer toute circonstance de nature physique, émotive ou psychologique qui pourrait avoir une incidence sur votre capacité de remplir les fonctions de juge.

(b) Veuillez indiquer, le cas échéant, des réclamations civiles, jugements, ordonnances de tribunaux administratifs fédéraux ou provinciaux, difficultés financières graves ou action en justice en cours auxquels vous êtes ou avez été mêlé(s). A inclure: tout arriéré de pension alimentaire à un enfant ou à un ancien conjoint ou une ancienne conjointe ainsi que toute proposition passée ou présente faite à des créditeurs ou tout cas de faillite

(c) Veuillez indiquer toute demande ou plainte portant sur les erreurs et omissions actuellement en instance auprès du Barreau de l’Ontario ou de tout autre barreau, ou si vous avez jamais été sanctionné(e) par le Barreau de l’Ontario ou par tout autre barreau.

(d) Avez-vous jamais été reconnu(e) coupable d’une infraction criminelle, d’une infraction à une loi fédérale ou d’une infraction faisant intervenir un acte malhonnête ou la violation d’une relation de confiance? Contestez-vous actuellement une accusation visant une infraction de ce genre?

(e) Faites-vous l’objet d’une ordonnance judiciaire en vigueur?

(f) Si vous avez déjà présenté une Formule de renseignements sur le candidat/la candidate à la magistrature, veuillez indiquer la date de votre dernière demande. Y a-t-il eu des changements dans la section « Circonstances particulières » depuis votre dernière demande?

**10. Veuillez indiquer tout renseignement qui d’après vous, raisonnablement et objectivement, pourrait avoir des répercussions négatives sur la Cour de justice de l’Ontario si vous étiez nommé(e).**

**11. Motifs de votre intérêt à siéger à la magistrature :**

(i) Veuillez expliquer pourquoi vous êtes intéressé(e) à siéger à la magistrature de la Cour de justice de l’Ontario. ***(Veuillez utiliser un maximum de 500 mots dans votre réponse****.****)***

**11.** (ii) Quels aspects de votre formation, de votre expérience et de votre caractère vous aideraient le plus à vous acquitter des responsabilités d’un juge? ***(Veuillez utiliser un maximum de 500 mots dans votre réponse.)***

**RÉFÉRENCES AVEC ADRESSES ET NUMÉROS DE TÉLÉPHONE**

**PRIÈRE DE NE PAS PRÉSENTER DE LETTRES DE RÉFÉRENCE.** Veuillez donner les noms de **QUATRE** références. Nous vous encourageons fortement à inclure le nom de deux personnes qui ont eu une expérience directe et récente de vos services communautaires et de deux personnes qui ont eu une expérience directe et récente votre travail professionnel.Il est très important que vous donniez le numéro de téléphone cellulaire personnel et l’adresse électronique des personnes que vous avez nommées pour vos références et que ces renseignements soient exacts.

Tous les renseignements sont confidentiels. Le Comité peut demander des renseignements d’autres sources. En faisant ces demandes, tous les efforts seront faits pour respecter le caractère confidentiel de l’information.

Veuillez préciser si vos références sont en rapport au **«** **Domaine juridique »** ou **«** **Autre »** et **indiquez l’un ET l’autre de leurs numéros de téléphone actuels au bureau et cellulaire personnel.**

**1.** Nom :       Domaine juridique [ ]  / Autre [ ]

Adresse :

No de tél. au bureau/Indicatif régional : (     )

No de cellulaire personnel/Indicatif régional : (     )

Adresse électronique :

**2.** Nom :       Domaine juridique [ ]  / Autre [ ]

Adresse :

No de tél. au bureau/Indicatif régional : (     )

No de cellulaire personnel/Indicatif régional : (     )

Adresse électronique :

**3.** Nom :       Domaine juridique [ ]  / Autre [ ]

Adresse :

No de tél. au bureau/Indicatif régional : (     )

No de cellulaire personnel/Indicatif régional : (     )

Adresse électronique :

**4**. Nom :       Domaine juridique [ ]  / Autre [ ]

Adresse :

No de tél. au bureau/Indicatif régional : (     )

No de cellulaire personnel/Indicatif régional : (     )

Adresse électronique :